

17.12.2025

Des agriculteur·rices d'EMB et d'ECVC se mobilisent ensemble à l'aéroport de Liège:

« Non à l'accord UE-Mercosur, oui à une PAC forte et à la régulation des marchés agricoles ! »

Des organisations agricoles de l'European Milk Board (EMB) et de la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) se sont rendues à l'aéroport de Liège avec des représentant·es de la société civile ce mercredi 17 décembre afin d'exprimer leur colère face aux politiques européennes qui mettent en péril l'agriculture européenne. Les agriculteur·rices de MIG, AbL, FUGEA, Boerenforum et La Confédération Paysanne se sont rassemblé·es autour de cette plaque tournante du commerce international avec un message commun de rejet ferme du traité UE-Mercosur et un appel à une PAC forte, dotée d'un budget fort, afin de garantir un revenu décent aux agriculteur·rices. Face aux mobilisations agricoles qui resurgissent avec force en France, en Grèce et en Belgique, et à la veille du Conseil européen, l'Union européenne ne peut continuer à ignorer les revendications des agriculteur·rices.

Les agriculteur·rices et les citoyen·nes ont fait entendre leur voix, face aux produits importés du monde entier entrant sur le marché européen à l'aéroport de Liège à bord d'avions-cargos et de camions :

« Le traité UE-Mercosur est le symbole d'une politique commerciale injuste et dangereuse, dans laquelle nos agriculteurs et agricultrices sont mis en concurrence, face à des modèles qui ne respectent pas nos normes sociales, environnementales et sanitaires. Cette concurrence déloyale fragilise nos fermes et notre capacité à produire une alimentation locale, remplacée par des importations. » : Philippe Duvivier, président de la FUGEA (Belgique).

« Dans l'état actuel des choses, les fermes qui fonctionnent déjà de manière durable malgré des coûts plus élevés seraient désavantagées à trois égards : l'UE assouplit les normes environnementales et supprime les budgets minimaux pour les mesures agroenvironnementales. Elle ouvre les marchés aux importations bon marché en provenance des pays du Mercosur. Enfin, elle ne fixe pas de règles de marché équitables pour compenser la perte de subventions en garantissant des prix plus élevés aux agriculteurs. Le financement de la PAC doit être alloué de manière plus ciblée, et les propositions relatives à la dégressivité et au plafonnement doivent être mises en œuvre de manière obligatoire. » : Bernd Schmitz, AbL (Allemagne).

« Les agriculteurs sont déjà dans une phase financière compliquée à cause de la chute du prix du lait qui va continuer à baisser. Nous n'avons plus de prix rémunérateurs. Couplé aux maladies qui nous touchent, c'est une catastrophe ! Que sont-ils en train de préparer pour nous ? » : Christian Wiertz, président du MIG (Belgique).

« L'alimentation est un droit fondamental et non une marchandise. L'UE doit cesser immédiatement de donner la priorité aux intérêts de l'industrie agroalimentaire et chimique. Il faut dès aujourd'hui construire une Europe où la stratégie alimentaire sociale est prioritaire. Pour cela, il est urgent de dégager les moyens et le soutien nécessaires pour notre future génération de paysans et de travailleurs agricoles. L'agroécologie, c'est maintenant. » : Wim Moyaert de Boerenforum (Belgique).

« Aujourd'hui en France la colère est grande, le malaise sanitaire est profond et s'exprime à travers la crise sanitaire de la dermatose nodulaire contagieuse. C'est une maladie du libre-échange, on tue nos vaches pour protéger le commerce international, donc notre combat contre l'accord UE -Mercosur est primordial pour la survie des paysan·nes. » : Stéphane Galais, porte-parole de la Confédération Paysanne (France).

Le message des agriculteurs européens est clair. La réduction du budget de la PAC 2028/2034 et sa renationalisation sont inacceptables. Il faut aussi arrêter avec les politiques commerciales qui nous mettent en concurrence avec des importations qui ne respectent pas nos normes sociales, environnementales et sanitaires. C'est le cas de l'accord UE-Mercosur où l'agriculture est utilisée une fois de plus comme monnaie d'échange pour les intérêts d'autres secteurs et l'économie. Les accords de libre-échange, comme le traité UE-Mercosur, entraînent un afflux massif de produits agricoles à bas prix, ce qui exerce une pression sur les revenus des producteur·rices européen·nes, particulièrement pour des produits déjà sensibles comme le lait, la viande ou le miel.

Dans ce climat géopolitique, économique, environnemental et sanitaire tendu, l'UE doit arrêter de démanteler les

mécanismes de régulation du marché agricole et des normes de qualité, de durabilité et de traçabilité (pesticides, OGM, déforestation, émissions carbone). Cette dérégulation est un prétexte pour favoriser la signature de nouveaux traités de libre-échange et forcer les agriculteur·rices de différentes régions à rentrer en concurrence sans avoir ni les mêmes normes ni les mêmes coûts de production.

Pour soutenir les agriculteur·rices et garantir le renouvellement générationnel et l'intégration des jeunes agriculteur·rices, nous avons besoin d'outils de régulation de marché qui garantissent des prix justes, notamment une réglementation OCM forte basée sur la souveraineté alimentaire, ainsi que la révision de la directive sur les pratiques commerciales déloyales (UTP) en incluant les ventes inférieures aux coûts de production dans la liste noire des pratiques commerciales.

Contacts

Christian Wiertz – MIG – +32 474726595 – FR

Guy Francq – European Milk Board asbl – +32 497 34 46 22 – FR

Morgan Ody – Comité de coordination d'ECVC – +33 626 97 76 43 – EN, FR

Andoni García Arriola – Comité de Coordination ECVC – +34 636451569 – ES, EUS

Bureau de presse de ECVC – press@eurovia.org

[<<< back](#)